

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 15 Octobre 2021

Date d'affichage : 15 Octobre 2021

OBJET :	Conventions d'utilisation des salles de sport
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le vingt-et-un octobre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de Douchy-les Mines s'est réuni à titre exceptionnel au Forum de l'Imaginaire, sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire de la Commune, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAUQUET, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Eddy BRAHMA, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER, Marie- José GUILLAUME

Absents ayant donné pouvoir : Mr JOHN a donné procuration à Me CARLIER R.
Me DUBOIS a donné procuration à Mr VENIAT
Mr SOUMARE a donné procuration à Me CARBOULET

Absents : Coraline KULCZYCKI

Secrétaire de séance : Florance CARBOULET

Nombre de	En exercice :	33
Conseillers	Présents :	29
Municipaux :	Votants :	29 + 3 pouvoirs

Présentation :

Dans le cadre de sa politique de soutien et de développement des activités physiques et sportives, la ville de Douchy-les-Mines réalise des équipements sportifs, assure la maintenance de ceux existants afin de répondre aux besoins recensés, soutient les associations dans la poursuite de leurs objectifs par la mise à disposition à titre gratuit des équipements sportifs lui appartenant (stade, terrains, salles de sport...).

Les activités organisées par les associations sont reconnues d'intérêt général et présentent pour la commune un intérêt avéré.

Aussi, la ville met à disposition, à titre gratuit, ses installations sportives municipales auprès de divers organismes publics ou privés à vocation sportive, éducative et de santé. Ainsi, les associations sportives, les établissements scolaires, les structures socio-éducatives ou de santé, et divers organismes publics ou privés peuvent occuper, au regard de leurs activités, et sous certaines conditions, les installations sportives communales. Il est utile de préciser que toutes ces occupations sont temporaires et non exclusives.

A compter du 15 septembre 2021, il convient donc de consentir, pour chaque occupation, une convention de mise à disposition précaire et révocable d'équipements sportifs, précisant les modalités d'utilisation et basée sur les principales dispositions suivantes :

- les occupations seront accordées indifféremment à titre ponctuel ou régulier, dans la limite d'une année scolaire ou sportive, conformément au calendrier d'occupation ;
- les abonnements et les consommations des divers fluides (eau, gaz, électricité, téléphonie, internet) ainsi que le nettoyage des locaux sont à la charge de la ville (sauf dispositions spécifiques).

Les utilisateurs (associations sportives, ou autres) devront

- se conformer aux termes de la convention de mise à disposition qui leur sera signifiée,
- se conformer aux dispositions des arrêtés municipaux portant règlement des salles de sport.

Ils sont tenus de respecter les consignes données par les gardiens du complexe sportif.

Ils se portent garants de l'utilisation du matériel de la ville mis à leur disposition.

Ils seront tenus pour responsables de tout dommage, incident, dégradation et accident inhérents à l'utilisation qu'ils font des biens mis à leur disposition.

Ces dispositions à caractère réglementaire relevant des prérogatives du Maire, un arrêté municipal a été pris en ce sens.

Délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment l'article L. 2144-3 et l'article L. 2211-1 relatif à la sécurité publique, les articles L. 2212-1 et L. 2212-2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire ;

Vu le Code du sport et notamment les articles L.212-1, L.212-11, L.321-1, L.332-1 à L.332-21, L.331-9 et R.322-4 et suivants ;

Vu le Code de l'éducation et notamment l'article L. 214-4 ;

Vu le Code de la santé publique et notamment l'article L. 3335-4 ;

Considérant que dans le cadre de sa politique de soutien et de développement des activités physiques et sportives, la ville de DOUCHY-LES-MINES réalise des équipements sportifs, assure la maintenance de ceux existants afin de répondre aux besoins recensés, soutient les associations dans la poursuite de leurs objectifs par la mise à disposition à titre gratuit des équipements sportifs lui appartenant (stade, terrains, salles de sport....) ;

Considérant la nécessité de préciser les modalités de mise à disposition et d'utilisation des salles de sport ;

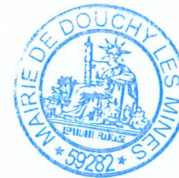
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

PREND ACTE de la mise en place de conventions d'utilisation des salles de sport.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire



[Signature]
Michel VENIAT

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du

par sa publication en date du

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.